

Le 3 mars 2016

Objet : Demande d'accès n° 2016-02-02 – Lettre réponse

---

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 1<sup>er</sup> février dernier, concernant des documents relatifs à la stratégie maritime du gouvernement du Québec. Voici la réponse à chacun des points de votre demande :

**Point 1 - Concernant l'orientation de l'axe 5 du chapitre 6 de la stratégie maritime du gouvernement du Québec : « Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent, au moyen d'un programme d'aide de 8 millions de dollars, pour 2015-2016 ».**

**1.1. L'état d'avancement des travaux et/ou le détail des actions entreprises par le ministère;**

Vous trouverez en pièce jointe le document accessible visé par ce point de votre demande. Il s'agit de :

1- Tableau de suivi des actions, 18 décembre 2015, 1 page.

Par ailleurs nous vous informons que nous ne pouvons pas vous transmettre certains autres documents visés par votre demande. Notre décision s'appuie sur l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**1.2. La ventilation du soutien accordé en 2015-2016, incluant liste et le détail des projets (nature du projet, coûts, bénéficiaires, dates, etc.);**

**1.3. Le nombre d'effectifs (ETC) affectés à la mise en œuvre de cette orientation;**

**1.4. Les coûts totaux engagés en 2015-2016.**

Après vérification, nous sommes informés que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ne détient aucun document permettant de répondre à ces trois points de votre demande.

...3

**Point 2 - Concernant l'orientation de l'axe 5 du chapitre 6 de la stratégie maritime du gouvernement du Québec : « S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec ».**

**2.1. L'état d'avancement des travaux et/ou le détail des actions entreprises par le ministère;**

Le document permettant de répondre à ce point de votre demande se trouve à la section 1.1.

**2.2. L'échéancier des travaux;**

**2.3. Les coûts totaux et ventilés engagés par le ministère;**

**2.4. Le nombre d'effectifs du ministère qui y sont affectés.**

Après vérification, nous sommes informés que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ne détient aucun document permettant de répondre à ces deux points de votre demande.

**Point 3 - Fournir également tout document détenu par le ministère, incluant les correspondances, en lien avec la mise en œuvre et le suivi de ces orientations.**

Vous trouverez en pièce jointe les documents accessibles visés par ce point de votre demande. Il s'agit de :

- 2- Chaîne de courriels se terminant le 11 août 2015 et pièce jointe, 4 pages;
- 3- Chaîne de courriels se terminant le 12 août 2015 et pièces jointes, 20 pages;
- 4- Courriel du 18 septembre 2015, 3 pages.

Nous vous informons que certains documents visés par ce point de votre demande relèvent de la compétence du ministère du Conseil exécutif. En vertu de l'article 48 de la Loi, nous vous référons au responsable de l'application de cette Loi au sein de ce ministère :

Monsieur Marc-Antoine Adam  
Secrétaire général associé  
835, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (QC) G1A 1B4  
Téléphone : 418 643-7355  
[marc-antoine.adam@mce.gouv.qc.ca](mailto:marc-antoine.adam@mce.gouv.qc.ca)

Conformément à l'article 51 de la Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi que des articles de loi précité.

Si vous désirez des renseignements supplémentaires, vous pouvez vous adresser à M. Enrique Alvarenga, analyste responsable de votre dossier, à l'adresse courriel [enrique.alvarenga@mddelcc.gouv.qc.ca](mailto:enrique.alvarenga@mddelcc.gouv.qc.ca) en mentionnant le numéro de votre dossier en objet.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice,

ORIGINAL SIGNÉ PAR

Pascale Porlier

p. j. (5)



Nombre de lignes affichées

Stratégie maritime - Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions.

À diffusion restreinte

9

Actions en suivi prioritaire	No	Description	Porteur principal	État d'avancement	Date de la prochaine étape	Description de la (des) prochaine(s) étape(s)
	05	Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent. Ce projet sera mis en œuvre via l'action 81 (volet fluvial).	MDDELCC	La proposition pour la mise en œuvre des volets en maritime et fluvial est en processus d'approbation auprès des autorités du MDDELCC.	Printemps 2016	La mise en œuvre de ce volet devrait débuter au printemps 2016 et prévoit la réalisation d'études techniques portant sur la détermination des zones susceptibles d'être inondées en climat actuel et futur.
<b>Suivi prioritaire</b>	54	Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie marine, entre autres, en ajoutant, au Québec, des aires marines protégées répondant, notamment, aux enjeux de biodiversité et d'espèces à statut précaire du Saint-Laurent, dont le béluga.	MDDELCC	Une rencontre interministérielle de coordination (SAM-MDDELCC-MERN-MAPAQ-MFFP) a été tenue le 8 septembre 2015, durant laquelle le co-président du Groupe de travail fédéral provincial sur les AMP (GBAMP) et le sous-ministre adjoint du MDDELCC, M. Patrick Beauchesne ont présenté un état de situation.  Un projet d'entente-cadre est en cours de révision juridique au provincial. Le GBAMP a discuté du projet d'entente à sa réunion du 18 janvier 2016. Il prévoit transmettre une version québécoise au fédéral d'ici la mi février pour lui permettre de poursuivre sa démarche de révision juridique.	Printemps 2016	Signature de l'entente-cadre, après une période de révision juridique au fédéral du document.
	55	Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains en Gaspésie.	MDDELCC	Le projet d'entente cadre sur les AMP inclut un modèle d'accord de collaboration pour la mise en œuvre de projets. Il est envisagé que le projet d'Accord pour le Banc des Américains fasse l'objet d'une révision juridique simultanée afin de permettre sa signature au même moment que l'entente cadre.	Printemps 2016	Élaboration d'un accord intergouvernemental pour une aire marine protégée conjointe au banc des Américains dans le cadre de la signature d'une entente cadre pour l'établissement d'un réseau d'AMP au Québec.
	56	Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.	MDDELCC	Des recommandations sur ce dossier sont actuellement à l'étude par les autorités des ministères concernés (MDDELCC et Parcs Canada). Un financement pourrait être requis pour la phase 2 de l'étude aux Îles-de-la-Madeleine. Un projet d'accord a été discuté à la réunion du GBAM du 18 janvier 2016.	À déterminer	
<b>Suivi prioritaire</b>	57	Poursuivre les efforts de la stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées	[MDDELCC] [MFFP]	Le 9 septembre 2015, le SAM a fait une présentation de la Stratégie maritime, préparée conjointement avec le MFFP et le MDDELCC, pour la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre (LSP). Le MDDELCC consulte actuellement le MFFP et le MAPAQ afin de déterminer le mode de gouvernance pour donner suite au plan d'action gouvernemental.	Hiver 2016	Redéfinir la gouvernance du dossier – Discussions à venir entre le SAM, le MDDELCC, le MFFP et le MAPAQ.
<b>Suivi prioritaire</b>	60	Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec. À cet égard, l'appui du gouvernement sera de 3,4 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.	MDDELCC	Le MDDELCC a produit une planification des projets de recherche à être conduits dans le cadre de cette action. Les travaux ont été amorcés à l'automne 2015 pour certains axes de recherche. La demande de C.T. de 600 000 \$ a été approuvée tardivement et partiellement par le Conseil du trésor, expliquant la mise en œuvre partielle des travaux pour 2015-2016.	Hiver 2016	Mise en œuvre de la programmation de recherche
	66	Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes.	MDDELCC	Trois projets de recherche relatifs au Saint-Laurent, et en partie financés par le PACC 2013-2020, sont actuellement en cours dans le cadre du programme Maritime et du programme Gestion de l'eau du consortium Ouranos. D'autres projets pourraient être développés au cours de l'année 2016-2017.	s.o	Pour l'année financière 2015-2016, poursuite du soutien à la programmation scientifique d'Ouranos pour la réalisation de projets de recherche en adaptation aux changements climatiques, incluant trois projets liés à la protection du territoire maritime côtier du Saint-Laurent et de ses écosystèmes.
<b>Suivi prioritaire</b>	81	Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 M\$ pour 2015-2016.	MDDELCC	Cette mesure est développée dans le cadre de la priorité 2 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques et se décline en trois volets : l'érosion côtière en milieu maritime; l'érosion et l'inondation des berges en milieu fluvial ainsi que la régularisation des cours d'eau. Le volet régularisation des cours d'eau a été approuvée par les autorités du MDDELCC. La proposition pour la mise en œuvre des volets maritime et fluvial est en processus d'approbation auprès des autorités du MDDELCC.	Printemps 2016	La mise en œuvre du volet régularisation des cours d'eau, d'une durée de 1 an, débutera en 2016 et sera conduite par le MDDELCC. La mise en œuvre des volets maritimes et fluvial débutera dès que les autorisations ministérielles auront été obtenues. Elle prévoit notamment l'octroi d'un contrat à l'UQAR pour l'évaluation des vulnérabilités à l'érosion des municipalités en milieu maritime et la réalisation d'études techniques portant sur la détermination des zones susceptibles d'être inondées en climat actuel et futur.
	82	S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.	MDDELCC (Centre d'expertise hydrique)	Suivi continu du dossier. Recommandations officielles seront déposées dès que les gouvernements canadien et américain auront pris position.	À déterminer	

**Gauthier, Alexie**

---

**De:** Beauchesne, Patrick  
**Envoyé:** 11 août 2015 16:04  
**À:** 'Provençal, Denis'  
**Cc:** Lacroix, Jocelyn  
**Objet:** RE : Stratégie maritime / Collecte d'information pour la tournée régionale du ministre Jean D'Amour  
**Pièces jointes:** Fiche-AMP-Region11\_7aout2015.docx

Bonjour,

En réponse à la demande ci-dessous, nous vous transmettons la fiche produite et approuvée par le MDDELCC pour la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine.

Espérant le tout à votre convenance.

Salutations.

**JOSÉLIE BÉGIN**

**POUR PATRICK BEAUCHESNE**

Bureau du sous-ministre adjoint à l'état de l'environnement,  
à l'écologie et au développement durable  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement,  
et de la Lutte contre les changements climatiques  
675, boul. René-Lévesque Est  
Édifice Marie-Guyart, 30e étage  
Québec (Québec) G1R 5V7

Tél. : 418 521-3861, poste 4065

Fax : 418 686-5883

[joselie.begin@mddelcc.gouv.qc.ca](mailto:joselie.begin@mddelcc.gouv.qc.ca)

---



# PROJETS D'AIRES MARINES PROTÉGÉES DANS LA RÉGION GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

---

## 1. ÉLÉMENTS DE RÉPONSE SUGGÉRÉS

- En 2011, le gouvernement du Québec s'est engagé à conserver la biodiversité marine de son territoire par l'établissement d'un réseau représentatif d'aires marines protégées (AMP) couvrant au moins 10% de sa superficie.
- La stratégie maritime dévoilée en juin 2015 vise l'atteinte de la cible de 10% d'ici 2020.
- Depuis 2007, les projets d'aires marines protégées dans le Saint-Laurent, notamment dans l'estuaire et le golfe, sont discutés au sein du Groupe bilatéral sur les AMP au Québec (GBAMP). Coordonné par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et Pêches et Océans Canada (MPO), cette structure d'harmonisation réunit également le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), Environnement Canada et l'Agence Parcs Canada.
- Le Québec compte deux AMP : le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, créé en 1998, et la réserve aquatique projetée de Manicouagan désignée en 2013. Ces deux AMP représentent environ 1,3 % de la superficie marine du Québec.
- Deux projets d'AMP sont actuellement à l'étude dans la région Gaspésie-Île-de-la-Madeleine : le banc des Américains, au large de la péninsule gaspésienne, et le plateau madelinien.

## 2. PROBLÉMATIQUES – ENJEUX

- Les principaux enjeux relatifs à la création d'AMP dans le Saint-Laurent sont :
  - l'atteinte de l'engagement gouvernemental confirmé par la Stratégie maritime et le plan d'action 2015-2020 visant à protéger 10% du milieu marin d'ici 2020;
  - le maintien de l'intégrité du territoire québécois dans le golfe du Saint-Laurent où il existe un différend territorial entre les gouvernements du Québec et du Canada;
  - le respect des compétences du Québec en matière de conservation, de développement durable et de mise en valeur de ses ressources naturelles en milieu marin;
  - l'encadrement des activités de compétence fédérale (pêches, navigation marchande, etc.) dans les futures AMP québécoises;
  - la disponibilité des ressources financières pour les études, les consultations et la gestion des futures AMP et les opportunités de partager les coûts avec le gouvernement fédéral.



### **3. ACTIONS POSÉES – RAPPEL DES FAITS**

#### **Étude concernant une AMP aux îles de la Madeleine**

- 2004 : l'Agence Parcs Canada lance une étude de faisabilité relative à la création d'une aire marine nationale de conservation aux Îles-de-la-Madeleine.
- 2006 : le Québec demande au gouvernement fédéral de surseoir à cette étude et propose, en contrepartie, la tenue de discussions dans le cadre du GBAMP.
- Le 5 décembre 2011 : les gouvernements du Québec et du Canada annoncent la conclusion d'un accord intergouvernemental relatif à la réalisation d'une étude concernant une AMP aux Îles-de-la-Madeleine, ce qui implique :
  - la caractérisation du territoire au plan écologique, économique, social et culturel;
  - la sélection et la description des secteurs d'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel;
  - l'évaluation des possibilités de mise en valeur, d'éducation et d'appréciation du milieu marin;
  - l'identification des contraintes et des attentes de la communauté madelinienne relativement à la création d'une éventuelle AMP.
- L'étude, coordonnée par le MDDELCC et Parcs Canada, a été réalisée en partenariat avec :
  - l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) pour le volet écologique et social,
  - Pêches et Océans Canada pour le volet économique du secteur des pêches commerciales,
  - le bureau d'études Cultura pour le volet patrimonial.
- En janvier 2015, les rapports techniques ont été rendus publics sur le site internet du MDDELCC.
- Suite à la diffusion des rapports, plusieurs intervenants de la communauté ont demandé :
  - de poursuivre la démarche en définissant plus précisément les limites, le régime d'activités et modalités de gestion d'une éventuelle AMP;
  - d'impliquer la population, notamment la communauté de pêcheurs, afin d'optimiser l'acceptabilité sociale du projet.
- Une des actions prioritaires de la stratégie maritime du gouvernement du Québec en matière de conservation vise à « poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine en vue de la désignation d'une aire marine protégée ».

- En juillet 2015, un rapport synthèse et des recommandations pour la phase 2 et la poursuite éventuelle des travaux a été soumis au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Le cheminement du rapport auprès d'Environnement Canada est tributaire de la période de campagne électorale.

### **Projet conjoint d'AMP du banc des Américains**

- Le 8 juin 2011 : Pêches et Océans Canada (MPO) annonce la sélection du site d'étude du « banc des Américains », en Gaspésie, pour la création d'une éventuelle zone de protection marine (ZPM) en vertu de la *Loi sur les océans*.
- En décembre 2014, le gouvernement du Québec s'associe au projet d'AMP du banc des Américains de concert avec MPO.
- Une des actions prioritaires de la stratégie maritime du gouvernement du Québec en matière de conservation vise à « mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains en Gaspésie ».
- Le GBAMP œuvre présentement au développement d'un accord intergouvernemental pour la désignation d'une AMP conjointe. Le projet est coordonné par le MDDELCC et MPO.

**Gauthier, Alexie**

---

**De:** Beauchesne, Patrick  
**Envoyé:** 12 août 2015 08:59  
**À:** 'Georges.Farrah@mce.gouv.qc.ca'  
**Cc:** 'Faucher, Christiane'; Rochon, Yves; Martel, Louis; Lachance, Jean-Marc; Benoît, Paul; Richard, Daniel; Gauthier, Catherine; Jobin, Joëlle; Laniel, Jean-Pierre; Tapin, Linda; Lacroix, Jocelyn  
**Objet:** RE : Comité directeur de l'implantation de la stratégie maritime  
**Pièces jointes:** Répondants\_Professionnels\_2015-08-11.xls; Répondants\_Gestionnaires\_2015-08-11.xls

Bonjour Georges,

En réponse à votre requête courriel du 10 juillet 2015, vous trouverez ci-joint les tableaux des répondants du MDDELCC au niveau des gestionnaires et des professionnels en lien avec les actions du plan 2015-2020 de la Stratégie maritime.

Je vous informe par ailleurs qu'un comité ministériel MDDELCC a été mis sur pied afin de coordonner les actions sous notre responsabilité et pour assurer la cohérence des actions du Ministère en lien avec la Stratégie maritime. Je compte organiser une première réunion dudit comité au début septembre.

Merci de ta collaboration et au plaisir,

Art. 48

Art. 48

# Stratégie maritime - Validation de l'assignation des actions au M/O.

Secrétariat aux affaires maritimes

Nom du M/O :

Ce formulaire a été rempli par :

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
<b>Exemple</b>						<b>MCE</b>	<b>John Smith</b>	<b>SCT MTQ</b>	<b>Henri Brown (SCT) Sam Jalbert (MTQ)</b>	
01	110101	1	01	01	Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises. Une somme de 200 M\$ a été prévue à cette fin dans le budget 2015-2016.	MTQ				
02	110102	1	01	02	Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques.	MFFP		MTQ MTO SÉPAQ		
03	110103	1	01	03	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada.	MFQ		MTQ SAM		
04	110104	1	01	04	Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires.	MEIE				
05	110105	1	01	05	Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent	MDDELCC	Jean Francoeur Pascal Sarrazin (MDDELCC)	MSP		
06	110201	1	02	01	Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. À cet effet, le Budget 2015-2016 prévoit une enveloppe globale de 400 M\$ sur cinq ans : - une enveloppe de 300M\$ (200 M\$ du gouvernement et 100 M\$ du Fonds de solidarité FTQ); - une enveloppe de 100 M\$ est réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques liés aux projets de logistiques.	MEIE				
07	110202	1	02	02	Faire la promotion des pôles logistiques au Canada et à l'international	MEIE		Export Québec		
08	110203	1	02	03	Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM.	MEIE				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
09	110301	1	03	01	Soutenir financièrement les projets d'investissements privés des zones industrialo-portuaires au Québec au moyen d'une enveloppe de 300 M\$ prévue au Fonds du développement économique (FDE).	MEIE				
10	110302	1	03	02	Entreprendre des travaux de décontamination des terrains qui sont sous la responsabilité du gouvernement, afin de les rendre disponibles pour des investissements dans des zones industrialo-portuaires.	SCT				
11	110303	1	03	03	Faire la promotion des zones industrialo-portuaires et la prospection des investissements à l'international.	MEIE		Export Québec		
12	110401	1	04	01	Offrir une déduction additionnelle pour amortissement de 50 % aux armateurs québécois à l'égard des travaux de construction ou de rénovation de navires qui sont réalisés par des chantiers maritimes québécois.	MEIE		Export Québec		
13	110402	1	04	02	Offrir une réserve libre d'impôt destinée aux armateurs québécois pour financer leurs travaux d'entretien, de rénovation ou de construction de navires qu'ils confieront à un chantier maritime québécois.	MEIE				
14	110403	1	04	03	Maintenir le crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation de navires.	MEIE				
15	110404	1	04	04	Déterminer d'autres moyens financiers pour aider l'industrie navale, notamment des solutions de rechange pour la caution et les garanties concernant la construction navale.	MFQ		MEIE		
16	110405	1	04	05	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin que les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens.	MEIE				
17	110406	1	04	06	Dédier une enveloppe de 50 M\$ à même le Fonds du développement économique (FDE) pour l'essor des chantiers maritimes au Québec	MEIE				
18	110501	1	05	01	Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite.	SAM MTQ				
19	110502	1	05	02	Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL).	MTQ MEIE				
20	110503	1	05	03	Maintenir les programmes d'aide et les incitatifs fiscaux qui soutiennent notamment l'industrie du TMCD.	MEIE MTQ				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
21	110601	1	06	01	Soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020 et son plan d'action 2014-2017.	MTO				
22	110602	1	06	02	Investir 30 M\$ sur trois ans pour des projets touristiques qui seront développés le long des rives du Saint-Laurent.	MTO				
23	110603	1	06	03	Offrir un soutien financier de 86 millions de dollars pour favoriser l'essor du tourisme maritime en appuyant le tourisme de croisière à Montréal et à Québec, incluant : - 20 millions de dollars pour la réhabilitation, à des fins touristiques, de la gare maritime et de la jetée Alexandra, à Montréal; - 35 millions de dollars pour le projet de reconfiguration et d'agrandissement du terminal de croisières Ross Gaudreault, à Québec; - 31 millions de dollars pour le réaménagement du site Dalhousie, à Québec.	MTO				
24	110604	1	06	04	Dédier une enveloppe de 21,6 millions de dollars pour la mise en valeur de certains attraits naturels du Saint-Laurent.	MFFP		SÉPAQ		
25	110605	1	06	05	Mettre sur pied un Bureau de l'offre touristique maritime à même les ressources actuelles du ministère du Tourisme, dont l'expertise sera mise à profit pour assurer la mise en œuvre du volet touristique de la Stratégie maritime.	MTO				
26	110606	1	06	06	Développer le potentiel du tourisme maritime, dont les escales de croisières reconnues de part et d'autre du 49e parallèle, en soutenant des projets de développement d'entreprises et d'accueil touristique.	MTO				
27	110607	1	06	07	Valoriser certains patrimoines bâtis ou éléments du paysage maritime, notamment dans l'attribution de statuts légaux aux éléments du patrimoine bâti des localités pourvues d'une infrastructure portuaire, conformément aux processus légaux, afin de les rendre admissibles au Fonds du patrimoine culturel du Québec.	MCC				
28	110608	1	06	08	Consacrer, à compter de l'exercice financier 2017-2018, une enveloppe de 250 000 \$ par exercice financier pour une période de trois (3) ans, pour un investissement total de 750 000 \$, afin de soutenir des initiatives de mise en valeur du patrimoine maritime des milieux visés à travers les Ententes de développement culturel.	MCC				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
29	110701	1	07	01	Soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2018 : Développer notre industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales.	MAPAQ				
30	110702	1	07	02	Soutenir et miser sur les biotechnologies marines par l'intermédiaire d'organismes tels le Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM), Merinov et l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER).	MEIE				
31	110703	1	07	03	Soutenir les efforts des flottilles de pêche désirant obtenir des écocertifications	MAPAQ				
32	110704	1	07	04	Appuyer les efforts visant une gestion durable des stocks de poissons et autres ressources halieutiques.	MAPAQ		MFFP		
33	110705	1	07	05	Maintenir des mesures encourageant la relève, comme les exemptions de gain en capital et le programme de relève pour les jeunes pêcheurs et pêcheuses.	MFQ		MAPAQ		
34	110706	1	07	06	Maintenir l'appui financier de 15 millions de dollars sur les trois prochaines années, pour soutenir l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales.	MAPAQ				
35	110707	1	07	07	Prolonger le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec.	MFQ		MAPAQ MTO MEIE		
36	110708	1	07	08	Favoriser le tourisme à bord des bateaux de pêche.	MTO				
37	110709	1	07	09	Soutenir les initiatives visant la relance de l'industrie du loup marin (phoque).	MAPAQ				
38	110801	1	08	01	Créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences.	MTESS				
39	110802	1	08	02	Diversifier et adapter l'offre de formation en partenariat avec les acteurs du milieu de l'enseignement, notamment les commissions scolaires et les centres de formation spécialisés, tels que l'Institut maritime du Québec (IMQ) et l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ).	SAM		MEESR MTESS		
40	110803	1	08	03	Élaborer un programme d'études conduisant au diplôme d'études professionnelles (DEP) dans le domaine du matelotage afin de répondre aux besoins de l'industrie maritime.	MEESR				
41	110804	1	08	04	Promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail.	SAM		MTESS		



No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
42	110805	1	08	05	Investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.	MTESS				
43	110901	1	09	01	Créer le Réseau Québec Maritime (RQM) qui unira les structures de recherche ou d'innovation déjà existantes et la variété des expertises requises pour faire face aux enjeux maritimes. Une somme de 2,2 millions de dollars a été prévue à cette fin, dans le budget 2015-2016.	MEESR			Gaëlle Triffault-Bouchet (MDDELCC)	
44	110902	1	09	02	Mettre sur pied et implanter un institut France-Québec sur les questions maritimes, une association qui permettra d'unir les forces vives de la France et du Québec en un espace commun, codirigé et voué au partage d'expertises et de connaissances. Une somme de 1,1 million de dollars a été prévue à cette fin, dans le budget 2015-2016.	SAM			Gaëlle Triffault-Bouchet (MDDELCC)	
45	110903	1	09	03	Pourvoir une aide financière directe de 4,1 M\$ afin de soutenir des projets d'innovation en entreprise, notamment dans le secteur des biotechnologies marines.	MEIE		MEESR		
46	110904	1	09	04	Soutenir la recherche appliquée et l'innovation, notamment dans le cadre de partenariats avec l'entreprise privée, par l'entremise d'une enveloppe de 5 millions de dollars.	MEIE				
47	110905	1	09	05	Travailler à identifier des pistes pour favoriser le transfert de technologies.	MEIE				
48	110906	1	09	06	Stimuler l'innovation, la recherche et le développement de nouveaux marchés dans le secteur des ressources biologiques marines.	MAPAQ				
49	110907	1	09	07	Procéder à des enquêtes économiques afin de mieux quantifier et de qualifier l'ensemble des activités liées à l'économie maritime du Québec.	SAM				
50	110908	1	09	08	Encourager les centres d'excellence québécois à établir des partenariats avec des centres de recherche internationaux.	SAM		MEIE MEESR MDDELCC	Gaëlle Triffault-Bouchet (MDDELCC)	
51	111001	1	10	01	Réserver une somme annuelle de 1 million de dollars pendant cinq ans, à même le Programme Exportation d'Export Québec, en vue d'appuyer le développement des marchés pour les entreprises québécoises et les créneaux d'excellence associés à des secteurs d'activité prévus à la Stratégie maritime.			MEIE Export Qc		
52	111002	1	10	02	Faire la promotion, à l'échelle internationale, des ports commerciaux du Québec.			MEIE Export Qc		

No	Code	Orien- tation	Axe	Sé- quence	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
53	111003	1	10	03	Réaliser une stratégie d'attraction des investissements directs étrangers au Québec, de concert avec les ministères et organismes gouvernementaux, dont le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie et Investissement Québec.			MEIE MRIF IQ		
54	120101	2	01	01	Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie marine, entre autres, en ajoutant, au Québec, des aires marines protégées répondant, notamment, aux enjeux de biodiversité et d'espèces à statut précaire du Saint-Laurent, dont le béluga.			MDDELCC MERN MAPAQ	Rodolph Balej (MDDELCC)	
55	120102	2	01	02	Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains en Gaspésie.	MDDELCC	Rodoph Balej (MDDELCC)			
56	120103	2	01	03	Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.	MDDELCC	Rodoph Balej (MDDELCC)			
57	120104	2	01	04	Poursuivre les efforts de la stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées			MDDELCC MFFP	Adeline Bazoge, Marc Simoneau, Serge Hébert, Isabelle Giroux (MDDELCC)	
58	120105	2	01	05	Structurer une approche visant à doter le Québec d'une capacité d'intervention adéquate pour contrer les menaces posées par les espèces aquatiques envahissantes, notamment les carpes asiatiques en provenance des Grands Lacs. Cette approche inclut la prévention, la détection précoce et les actions de contrôle et d'éradication.	MFFP				
59	120201	2	02	01	Organiser un atelier de spécialistes sur la sécurité du transport maritime réunissant les principaux ministères provinciaux et fédéraux concernés par les efforts de préparation et de planification des interventions sur le territoire maritime du Québec.	SAM			Gaëlle Triffault-Bouchet (MDDELCC)	

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
60	120202	2	02	02	Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec. À cet égard, l'appui du gouvernement sera de 3,4 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.	MDDELCC	Adeline Bazoge , Gaëlle Triffault- Bouchet (MDDELCC)		Sylvie Cloutier, Marylène Giroux, Jean Francoeur (MDDELCC)	
61	120203	2	02	03	Poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile.			MSP MAMOT		
62	120204	2	02	04	Créer un centre d'expertise aux Îles-de-la-Madeleine, spécialisé dans la prévention, la préparation et les interventions d'urgence environnementale relativement au déversement maritime de matières dangereuses sur le Saint-Laurent.	MSP			Gaëlle Triffault-Bouchet (MDDELCC)	
63	120205	2	02	05	Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.			MSP MAMOT		
64	120301	2	03	01	Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime aérien et ferroviaire (PETMAF).65.Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL.	MTQ				
65	120302	2	03	02	Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL.	MTQ				
66	120304	2	03	04	Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes.	MDDELCC	Virginie Moffet, Josée Michaud, Nathalie Martel (MDDELCC)		Jean-Denis Bouchard (volet scientifique) (MDDELCC)	
67	120305	2	03	05	Encourager les projets visant l'utilisation de source d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec..	MTQ				
68	130101	3	01	01	Prolonger le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec.			MFQ MEIE		

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
69	130102	3	01	02	Appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur maritime, notamment en diminuant leur fardeau fiscal.			MFQ MEIE		
70	130201	3	02	01	Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.	STQ				
71	130202	3	02	02	Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.	STQ				
72	130203	3	02	03	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral et les communautés locales concernées, afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik, soit à leur entretien et à leur réhabilitation, au besoin.			MTQ SAA		
73	130301	3	03	01	Mettre en place des moyens d'information, de consultation ou de concertation en vue de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités.					
74	130302	3	03	02	Favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime, dans le but de faire prospérer l'économie maritime, notamment pour assurer un arrimage entre les actions du gouvernement et les besoins de l'industrie.	SAM				
75	130303	3	03	03	Examiner comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte adéquatement dans les actions gouvernementales, l'offre de service public et sa désignation officielle.	MAMOT				
76	130304	3	03	04	Offrir des occasions pour revitaliser certains territoires en facilitant la mise en valeur du patrimoine maritime.	MCC				
77	130305	3	03	05	Appliquer la Politique d'intégration des arts à l'architecture au plus grand nombre possible de projets d'infrastructures, réalisés dans le cadre de la Stratégie maritime.	MCC				
78	130306	3	03	06	Faire la promotion de la culture et du patrimoine maritime, entre autres par le Plan culturel numérique, ainsi que par le Répertoire du patrimoine culturel du Québec.	MCC				
79	130307	3	03	07	Prioriser, dans le contexte de l'administration du programme d'aide aux immobilisations du ministère de la Culture et des Communications, les projets de maintien d'actifs d'équipements culturels associés au patrimoine maritime ou situés à l'intérieur de localités maritimes..	MCC				

No	Code	Orien- tation	Axe	Sé- quen- ce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
80	130401	3	04	01	Soutenir la démarche des jeunes désireux de s'établir dans les régions du Québec.	SAJ				
81	130501	3	05	01	Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 M\$ pour 2015-2016.			MAMOT MSP MTQ MDDELCC	Jean-Denis Bouchard (volet scientifique) Josée Michaud (MDDELCC)	
82	130502	3	05	02	S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.			SAM MDDELCC	Patricia Clavet (MDDELCC)	

# Stratégie maritime - Validation de l'assignation des actions au M/O.

Secrétariat aux affaires maritimes

Nom du M/O :

Ce formulaire a été rempli par :

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
<b>Exemple</b>						<b>MCE</b>	<b>John Smith</b>	<b>SCT MTQ</b>	<b>Henri Brown (SCT) Sam Jalbert (MTQ)</b>	
01	110101	1	01	01	Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises. Une somme de 200 M\$ a été prévue à cette fin dans le budget 2015-2016.	MTQ				
02	110102	1	01	02	Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques.	MFFP		MTQ MTO SÉPAQ		
03	110103	1	01	03	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada.	MFQ		MTQ SAM		
04	110104	1	01	04	Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires.	MEIE				
05	110105	1	01	05	Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent	MDDELCC	Yves Rochon, Normand Boulianne (MDDELCC)	MSP		
06	110201	1	02	01	Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. À cet effet, le Budget 2015-2016 prévoit une enveloppe globale de 400 M\$ sur cinq ans : - une enveloppe de 300M\$ (200 M\$ du gouvernement et 100 M\$ du Fonds de solidarité FTQ); - une enveloppe de 100 M\$ est réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques liés aux projets de logistiques.	MEIE				
07	110202	1	02	02	Faire la promotion des pôles logistiques au Canada et à l'international	MEIE		Export Québec		
08	110203	1	02	03	Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM.	MEIE				
09	110301	1	03	01	Soutenir financièrement les projets d'investissements privés des zones industrialo-portuaires au Québec au moyen d'une enveloppe de 300 M\$ prévue au Fonds du développement économique (FDE).	MEIE				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
10	110302	1	03	02	Entreprendre des travaux de décontamination des terrains qui sont sous la responsabilité du gouvernement, afin de les rendre disponibles pour des investissements dans des zones industrialo-portuaires.	SCT				
11	110303	1	03	03	Faire la promotion des zones industrialo-portuaires et la prospection des investissements à l'international.	MEIE		Export Québec		
12	110401	1	04	01	Offrir une déduction additionnelle pour amortissement de 50 % aux armateurs québécois à l'égard des travaux de construction ou de rénovation de navires qui sont réalisés par des chantiers maritimes québécois.	MEIE		Export Québec		
13	110402	1	04	02	Offrir une réserve libre d'impôt destinée aux armateurs québécois pour financer leurs travaux d'entretien, de rénovation ou de construction de navires qu'ils confieront à un chantier maritime québécois.	MEIE				
14	110403	1	04	03	Maintenir le crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation de navires.	MEIE				
15	110404	1	04	04	Déterminer d'autres moyens financiers pour aider l'industrie navale, notamment des solutions de rechange pour la caution et les garanties concernant la construction navale.	MFQ		MEIE		
16	110405	1	04	05	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin que les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens.	MEIE				
17	110406	1	04	06	Dédier une enveloppe de 50 M\$ à même le Fonds du développement économique (FDE) pour l'essor des chantiers maritimes au Québec	MEIE				
18	110501	1	05	01	Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite.	SAM MTQ				
19	110502	1	05	02	Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL).	MTQ MEIE				
20	110503	1	05	03	Maintenir les programmes d'aide et les incitatifs fiscaux qui soutiennent notamment l'industrie du TMCD.	MEIE MTQ				
21	110601	1	06	01	Soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de mise en valeur du Saint-Laurent touristique 2014-2020 et son plan d'action 2014-2017.	MTO				
22	110602	1	06	02	Investir 30 M\$ sur trois ans pour des projets touristiques qui seront développés le long des rives du Saint-Laurent.	MTO				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
23	110603	1	06	03	Offrir un soutien financier de 86 millions de dollars pour favoriser l'essor du tourisme maritime en appuyant le tourisme de croisière à Montréal et à Québec, incluant : - 20 millions de dollars pour la réhabilitation, à des fins touristiques, de la gare maritime et de la jetée Alexandra, à Montréal; - 35 millions de dollars pour le projet de reconfiguration et d'agrandissement du terminal de croisières Ross Gaudreault, à Québec; - 31 millions de dollars pour le réaménagement du site Dalhousie, à Québec.	MTO				
24	110604	1	06	04	Dédier une enveloppe de 21,6 millions de dollars pour la mise en valeur de certains attraits naturels du Saint-Laurent.	MFFP		SÉPAQ		
25	110605	1	06	05	Mettre sur pied un Bureau de l'offre touristique maritime à même les ressources actuelles du ministère du Tourisme, dont l'expertise sera mise à profit pour assurer la mise en œuvre du volet touristique de la Stratégie maritime.	MTO				
26	110606	1	06	06	Développer le potentiel du tourisme maritime, dont les escales de croisières reconnues de part et d'autre du 49e parallèle, en soutenant des projets de développement d'entreprises et d'accueil touristique.	MTO				
27	110607	1	06	07	Valoriser certains patrimoines bâtis ou éléments du paysage maritime, notamment dans l'attribution de statuts légaux aux éléments du patrimoine bâti des localités pourvues d'une infrastructure portuaire, conformément aux processus légaux, afin de les rendre admissibles au Fonds du patrimoine culturel du Québec.	MCC				
28	110608	1	06	08	Consacrer, à compter de l'exercice financier 2017-2018, une enveloppe de 250 000 \$ par exercice financier pour une période de trois (3) ans, pour un investissement total de 750 000 \$, afin de soutenir des initiatives de mise en valeur du patrimoine maritime des milieux visés à travers les Ententes de développement culturel.	MCC				
29	110701	1	07	01	Soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2018 : Développer notre industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales.	MAPAQ				
30	110702	1	07	02	Soutenir et miser sur les biotechnologies marines par l'intermédiaire d'organismes tels le Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM), Merinov et l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER).	MEIE				



No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
31	110703	1	07	03	Soutenir les efforts des flottilles de pêche désirant obtenir des écocertifications	MAPAQ				
32	110704	1	07	04	Appuyer les efforts visant une gestion durable des stocks de poissons et autres ressources halieutiques.	MAPAQ		MFFP		
33	110705	1	07	05	Maintenir des mesures encourageant la relève, comme les exemptions de gain en capital et le programme de relève pour les jeunes pêcheurs et pêcheuses.	MFQ		MAPAQ		
34	110706	1	07	06	Maintenir l'appui financier de 15 millions de dollars sur les trois prochaines années, pour soutenir l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales.	MAPAQ				
35	110707	1	07	07	Prolonger le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec.	MFQ		MAPAQ MTO MEIE		
36	110708	1	07	08	Favoriser le tourisme à bord des bateaux de pêche.	MTO				
37	110709	1	07	09	Soutenir les initiatives visant la relance de l'industrie du loup marin (phoque).	MAPAQ				
38	110801	1	08	01	Créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences.	MTESS				
39	110802	1	08	02	Diversifier et adapter l'offre de formation en partenariat avec les acteurs du milieu de l'enseignement, notamment les commissions scolaires et les centres de formation spécialisés, tels que l'Institut maritime du Québec (IMQ) et l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ).	SAM		MEESR MTESS		
40	110803	1	08	03	Élaborer un programme d'études conduisant au diplôme d'études professionnelles (DEP) dans le domaine du matelotage afin de répondre aux besoins de l'industrie maritime.	MEESR				
41	110804	1	08	04	Promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail.	SAM		MTESS		
42	110805	1	08	05	Investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.	MTESS				
43	110901	1	09	01	Créer le Réseau Québec Maritime (RQM) qui unira les structures de recherche ou d'innovation déjà existantes et la variété des expertises requises pour faire face aux enjeux maritimes. Une somme de 2,2 millions de dollars a été prévue à cette fin, dans le budget 2015-2016.	MEESR				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
44	110902	1	09	02	Mettre sur pied et implanter un institut France-Québec sur les questions maritimes, une association qui permettra d'unir les forces vives de la France et du Québec en un espace commun, codirigé et voué au partage d'expertises et de connaissances. Une somme de 1,1 million de dollars a été prévue à cette fin, dans le budget 2015-2016.	SAM			Louis Martel (MDDELCC)	
45	110903	1	09	03	Pourvoir une aide financière directe de 4,1 M\$ afin de soutenir des projets d'innovation en entreprise, notamment dans le secteur des biotechnologies marines.	MEIE		MEESR		
46	110904	1	09	04	Soutenir la recherche appliquée et l'innovation, notamment dans le cadre de partenariats avec l'entreprise privée, par l'entremise d'une enveloppe de 5 millions de dollars.	MEIE				
47	110905	1	09	05	Travailler à identifier des pistes pour favoriser le transfert de technologies.	MEIE				
48	110906	1	09	06	Stimuler l'innovation, la recherche et le développement de nouveaux marchés dans le secteur des ressources biologiques marines.	MAPAQ				
49	110907	1	09	07	Procéder à des enquêtes économiques afin de mieux quantifier et de qualifier l'ensemble des activités liées à l'économie maritime du Québec.	SAM				
50	110908	1	09	08	Encourager les centres d'excellence québécois à établir des partenariats avec des centres de recherche internationaux.	SAM		MEIE MEESR MDDELCC	Patrick Beauchesne (MDDELCC)	
51	111001	1	10	01	Réserver une somme annuelle de 1 million de dollars pendant cinq ans, à même le Programme Exportation d'Export Québec, en vue d'appuyer le développement des marchés pour les entreprises québécoises et les créneaux d'excellence associés à des secteurs d'activité prévus à la Stratégie maritime.			MEIE Export Qc		
52	111002	1	10	02	Faire la promotion, à l'échelle internationale, des ports commerciaux du Québec.			MEIE Export Qc		
53	111003	1	10	03	Réaliser une stratégie d'attraction des investissements directs étrangers au Québec, de concert avec les ministères et organismes gouvernementaux, dont le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie et Investissement Québec.			MEIE MRIF IQ		

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
54	120101	2	01	01	Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie marine, entre autres, en ajoutant, au Québec, des aires marines protégées répondant, notamment, aux enjeux de biodiversité et d'espèces à statut précaire du Saint-Laurent, dont le béluga.			MDDELCC MERN MAPAQ	Jean-Pierre Laniel (MDDELCC)	
55	120102	2	01	02	Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains en Gaspésie.	MDDELCC	Jean-Pierre Laniel (MDDELCC)			
56	120103	2	01	03	Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.	MDDELCC	Jean-Pierre Laniel (MDDELCC)			
57	120104	2	01	04	Poursuivre les efforts de la stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées			MDDELCC MFFP	Patrick Beauchesne (MDDELCC)	
58	120105	2	01	05	Structurer une approche visant à doter le Québec d'une capacité d'intervention adéquate pour contrer les menaces posées par les espèces aquatiques envahissantes, notamment les carpes asiatiques en provenance des Grands Lacs. Cette approche inclut la prévention, la détection précoce et les actions de contrôle et d'éradication.	MFFP				
59	120201	2	02	01	Organiser un atelier de spécialistes sur la sécurité du transport maritime réunissant les principaux ministères provinciaux et fédéraux concernés par les efforts de préparation et de planification des interventions sur le territoire maritime du Québec.	SAM			Louis Martel (MDDELCC)	
60	120202	2	02	02	Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinciale relativement au déversement des hydrocarbures sur le territoire maritime du Québec. À cet égard, l'appui du gouvernement sera de 3,4 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.	MDDELCC	Patrick Beauchesne (MDDELCC)		Jean-Marc Lachance, Christine Gélinas, Louis Martel (MDDELCC)	

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
61	120203	2	02	03	Poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile.			MSP MAMOT		
62	120204	2	02	04	Créer un centre d'expertise aux îles-de-la-Madeleine, spécialisé dans la prévention, la préparation et les interventions d'urgence environnementale relativement au déversement maritime de matières dangereuses sur le Saint-Laurent.	MSP				
63	120205	2	02	05	Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.			MSP MAMOT		
64	120301	2	03	01	Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime aérien et ferroviaire (PETMAF).65.Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL.	MTQ				
65	120302	2	03	02	Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL.	MTQ				
66	120304	2	03	04	Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes.	MDDELCC	Catherine Gauthier (MDDELCC)			Soutien à Ouranos pour des travaux de recherche sur des enjeux liés au Saint-Laurent (ressources hydriques, érosion, écosystèmes); soutien à des projets de la DEC qui peuvent toucher le Saint-Laurent.
67	120305	2	03	05	Encourager les projets visant l'utilisation de source d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec..	MTQ				
68	130101	3	01	01	Prolonger le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec.			MFQ MEIE		
69	130102	3	01	02	Appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur maritime, notamment en diminuant leur fardeau fiscal.			MFQ MEIE		
70	130201	3	02	01	Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.	STQ				

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
71	130202	3	02	02	Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.	STQ				
72	130203	3	02	03	Travailler de concert avec le gouvernement fédéral et les communautés locales concernées, afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik, soit à leur entretien et à leur réhabilitation, au besoin.			MTQ SAA		
73	130301	3	03	01	Mettre en place des moyens d'information, de consultation ou de concertation en vue de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités.					
74	130302	3	03	02	Favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime, dans le but de faire prospérer l'économie maritime, notamment pour assurer un arrimage entre les actions du gouvernement et les besoins de l'industrie.	SAM				
75	130303	3	03	03	Examiner comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte adéquatement dans les actions gouvernementales, l'offre de service public et sa désignation officielle.	MAMOT				
76	130304	3	03	04	Offrir des occasions pour revitaliser certains territoires en facilitant la mise en valeur du patrimoine maritime.	MCC				
77	130305	3	03	05	Appliquer la Politique d'intégration des arts à l'architecture au plus grand nombre possible de projets d'infrastructures, réalisés dans le cadre de la Stratégie maritime.	MCC				
78	130306	3	03	06	Faire la promotion de la culture et du patrimoine maritime, entre autres par le Plan culturel numérique, ainsi que par le Répertoire du patrimoine culturel du Québec.	MCC				
79	130307	3	03	07	Prioriser, dans le contexte de l'administration du programme d'aide aux immobilisations du ministère de la Culture et des Communications, les projets de maintien d'actifs d'équipements culturels associés au patrimoine maritime ou situés à l'intérieur de localités maritimes..	MCC				
80	130401	3	04	01	Soutenir la démarche des jeunes désireux de s'établir dans les régions du Québec.	SAJ				
81	130501	3	05	01	Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 M\$ pour 2015-2016.	À déterminer (MSP ou MDDELCC)	Catherine Gauthier (MDDELCC)	MAMOT MSP MTQ MDDELCC	Christine Gélinas (MDDELCC)	

No	Code	Orien- tation	Axe	Séque- nce	Description	M/O porteur	Répondant porteur	Autres M/O	Autres répondants	Commentaires
82	130502	3	05	02	S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.			SAM MDDELCC		

Art. 48

---

**De :** Adeline.Bazoge@mddelcc.gouv.qc.ca [mailto:Adeline.Bazoge@mddelcc.gouv.qc.ca]

**Envoyé :** 18 septembre 2015 11:05

**À :** Provencal, Denis

**Cc :** Patrick.Beauchesne@mddelcc.gouv.qc.ca; Jean-Pierre.Laniel@mddelcc.gouv.qc.ca

**Objet :** Ajustements - rôle M'DDELCC dans certaines actions de la Stratégie Maritime

Bonjour Denis

Suite à notre discussion téléphonique, voici une mise à jour des actions auxquelles notre ministère participe. Dans plusieurs cas le rôle de notre ministère devrait être ajusté dans votre tableau de suivi :

No	Code	Description	M/O porteur	Autres M/O
5	110105	Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent	MDDELCC	MSP
Non visé				

Non visé

54	120101	Atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique en créant, en collaboration et en concertation avec le gouvernement fédéral, un réseau représentatif d'aires marines protégées couvrant au moins 10 % de la superficie ma	MDDELCC	MDDELCC / MER / MAPAQ
55	120102	Mener à terme les négociations avec le gouvernement fédéral devant conduire à la création d'une aire marine protégée au banc des Américains en Gaspésie.	MDDELCC	
56	120103	Poursuivre les travaux d'analyse et entreprendre une démarche de concertation des différents acteurs des Îles-de-la-Madeleine, en vue de la désignation possible d'une aire marine protégée.	MDDELCC	
57	120104	Poursuivre les efforts de la stratégie d'intervention au lac Saint-Pierre visant à restaurer la qualité de l'écosystème et à assurer la durabilité des pêcheries qui y sont associées		MDDELCC MFFP

Non visé

60	120202	Soutenir la recherche et l'acquisition de connaissances et l'élaboration d'outils en soutien à l'expertise et à la prise de décision municipale et gouvernementale aux fins de préparation et d'intervention d'urgence à l'échelle locale, régionale et provinc	MDDELCC	
----	--------	---	---------	--

Non visé

66	120304	Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes.	MDDELCC	
81	130501	Soutenir les municipalités confrontées à l'érosion des côtes du Saint-Laurent au moyen d'un programme d'aide de 8 M\$ pour 2015-2016.		MAMOT MSP MTQ MDDELCC
82	130502	S'assurer que la révision des plans de régularisation des niveaux des eaux du Saint-Laurent est conforme aux intérêts du Québec.	MDDELCC	

Espérant le tout à ta convenance.

Merci de me tenir au courant, lorsque ces modifications auront été apportées.



Bonne journée.

*Adeline*

**Adeline Bazoge**

Chargée de projet - Planification écologique  
M.Sc. Environnement

**tel.: (418) 521-3907 poste 4347**

**fax.: (418) 646-6169**

**[adeline.bazoge@mddelcc.gouv.qc.ca](mailto:adeline.bazoge@mddelcc.gouv.qc.ca)**

***Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!***

---

**Direction de l'expertise en biodiversité (DEB)**

Direction générale de l'écologie et de la conservation (DGEC)

Ministère du Développement durable, de l'Environnement

et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

Édifice Marie-Guyart, 4<sup>e</sup> étage, boîte 21

675, boulevard René-Lévesque Est

Québec (Québec) G1R 5V7



---

Avis important

Ce courriel est à usage restreint. S'il ne vous est pas destiné, veuillez, s.v.p. le détruire immédiatement et en informer l'expéditeur.



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement!

---